

Formation

L'Opco santé va devoir gérer la pénurie en matière de financement de la formation professionnelle

Publié le 19/06/19 - 14h59

Jean-Pierre Delfino, directeur général de l'opérateur de compétences santé, a déploré, lors du Géronforum, une diminution des moyens financiers dédiés à la formation professionnelle. Ce serait une conséquence de la réforme.

À la recherche d'un nouveau management, les participants au Géronforum de la Fnaqpa aux Sables-d'Olonne (Vendée) du 12 au 14 juin sont restés interrogatifs concernant la refonte de la formation professionnelle. Même Jean-Pierre Delfino, directeur général (DG) du nouvel opérateur de compétences (Opco) santé qui a succédé à un org

anisme paritaire collecteur agréé (Opca) semble sous la réserve. Ce qui ne l'a pas empêché d'évoquer les changements à venir tout en considérant que 2019 restait une année de mise en place et de transition.

Nouvelle maquette financière

Faisant un petit saut dans le passé, il a débuté son intervention en rappelant que la [loi](#) du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a réinventé le système avec une nouvelle maquette financière. Les chiffres parlent. "*En 2018, ce sont 520 millions d'euros qui ont été engagés pour former les acteurs du secteur, soit au total 480 000 parcours de formation*", a-t-il indiqué. Et d'ajouter que "*cette année, autour de 100 M€ en moins de financement sont d'ores et déjà annoncés*". Ce qui lui fait aussi dire que cette donne caractérisée par une pénurie des moyens financiers va marquer "*une rupture sur l'ensemble de l'écosystème de la formation professionnelle*".

Un Opco avec 1 million de salariés

La réforme s'articule autour de deux grandes problématiques : la transformation profonde du monde du travail face à la digitalisation grandissante et la lutte contre le chômage des jeunes par le développement des formations en alternance. Ce dernier point reste peu développé dans le secteur sanitaire et médico-social. Pour le DG, "*il va donc falloir faire évoluer la réglementation des diplômes pour les rendre plus accessibles à l'alternance*". Cette évolution relève des partenaires sociaux et de la branche. L'Opco santé regroupe 1,1 million de salariés exerçant dans plus de 15 000 structures et, pour Jean-Pierre Delfino, cet opérateur pourrait peser à l'avenir sur les choix politiques de formation professionnelle. Il regrette en effet que la refonte du système et la loi de 2018 n'ait pas tenu compte des spécificités du sanitaire et du médico-social. Pour preuve, deux dispositifs — importants pour le secteur — sont passés à la trappe : le congé individuel de formation représentant 33 millions d'euros (M€) de financement et la période de professionnalisation et ses 40 M€.

Recherche d'investissement

Par ailleurs, le compte personnel de formation (CPF) doit permettre de responsabiliser les salariés dans la logique aussi d'une certaine recherche de rentabilité de la formation vue comme un investissement et non

plus comme un coût. Le DG de l'Opco santé rappelle qu'actuellement la moitié des financements accordés dans le secteur par Unifaf sont des formations en bureautique ou en langues étrangères, deux compétences qui restent mineures pour les professionnels de santé. La réforme fait passer les professionnels d'une logique de formation à une logique de compétences dans un objectif de trajectoire professionnelle en confiant désormais la répartition des fonds de la formation professionnelle à France compétences. Cette [instance](#) nationale a validé ce 13 juin son règlement intérieur qui doit entrer en vigueur mi-juillet.

Lydie Watremetz, aux Sables-d'Olonne